



À l'occasion de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques du 18 mars, amplifions la lutte contre l'isolement dans les prisons !

Le **18 mars** est une journée de solidarité avec les prisonniers politiques aux quatre coins du monde, une journée pour élever la voix contre les violations des droits qui se poursuivent dans les prisons et pour renforcer la lutte pour la liberté. Aujourd'hui, il ne s'agit pas seulement de se souvenir des oppressions et des résistances vécues dans le passé, mais aussi d'un appel à une lutte commune contre les injustices et les massacres qui continuent encore dans les geôles.

À travers le monde, des millions de personnes sont privées de leur liberté en raison de leurs opinions politiques, de leurs identités, de leurs luttes sociales et de leurs positions d'opposition. Les prisonniers politiques sont confrontés à la torture, à l'isolement, à des sanctions disciplinaires arbitraires, à l'entrave à l'accès au droit à la santé et à des traitements contraires à la dignité humaine.

La situation n'est pas différente en Europe.

Dans de nombreux pays, des immigrés, des activistes révolutionnaires et des opposants politiques sont détenus dans des prisons de haute sécurité, dans des conditions d'isolement prolongé. En particulier, les systèmes d'isolement appliqués sous l'appellation de « haute sécurité » et de « régime spécial » continuent d'être maintenus malgré les critiques des institutions de défense des droits humains. Les droits des prisonniers politiques de rencontrer leurs familles et leurs avocats sont restreints, et leurs droits à la communication sont arbitrairement entravés. En Hongrie, Maja, condamnée le 5 février à 8 ans de prison, se plaignait de nombreux problèmes tels que des conditions d'hygiène insuffisantes, une mauvaise alimentation, un froid extrême en hiver et une chaleur excessive en été, ainsi qu'un éclairage et une ventilation insuffisants dans la cellule ; il est évident qu'elle sera exposée à davantage de violations de ses droits en raison de la peine de prison prononcée. De même, de nombreux activistes politiques originaires de Turquie et du Kurdistan sont exposés à des atteintes à leurs droits, notamment à l'isolement, dans les prisons de plusieurs pays européens.

Les attaques se poursuivent dans les prisons de Turquie.

Les prisons en Turquie sont depuis de nombreuses années au centre de l'actualité en raison de violations systématiques des droits. Les pratiques d'isolement aggravé, les sanctions disciplinaires arbitraires, l'imposition de fouilles à nu, les interdictions de lettres et de livres, l'entrave à l'accès aux soins pour les prisonniers malades et le report des libérations par des décisions administratives figurent parmi les principaux problèmes du système pénitentiaire. En particulier, les politiques d'isolement appliquées dans les prisons de haute sécurité menacent gravement la santé physique et psychologique des détenus.

Les femmes et les détenues LGBTI+ sont contraintes de vivre dans des conditions difficiles.

Dans les prisons, les femmes et les détenues LGBTI+ sont confrontées à des formes de discrimination et de violence bien plus lourdes. Les prisonnières rencontrent de graves difficultés dans de nombreux domaines, allant de l'accès aux produits d'hygiène aux services de santé. Les conditions auxquelles sont soumises les femmes enceintes et les femmes avec enfants sont manifestement contraires aux normes internationales des droits humains.

Les détenues LGBTI+ sont, quant à eux, bien souvent la cible de pratiques discriminatoires et de violences systématiques. La discrimination fondée sur l'identité de genre et l'orientation sexuelle, la détention forcée dans des cellules individuelles, l'entrave à l'accès aux services de santé, l'interruption des traitements hormonaux et les pressions psychologiques font partie des pratiques répandues. Les détenues trans sont confrontées à la fois à des pressions administratives et au risque de violences exercées par d'autres prisonniers ainsi que par le personnel.

Les prisons ne sont pas des espaces où les droits humains peuvent être suspendus. Toute personne privée de liberté conserve le droit de vivre dans des conditions dignes, d'accéder aux soins de santé, de communiquer et de s'exprimer. Faire entendre la voix des prisonniers politiques, renforcer la solidarité contre ces violations des droits et lutter contre les politiques d'isolement dans les prisons constitue une responsabilité sociale.

C'est pourquoi, cette année, à l'occasion de la **Journée de solidarité avec les prisonniers politiques du 18 mars**, nos revendications sont les suivantes : **L'isolement est un crime contre l'humanité et doit être immédiatement aboli dans le monde entier. Les violations des droits dans les prisons doivent cesser immédiatement. Les prisonniers malades doivent être libérés afin de pouvoir accéder à leurs droits en matière de santé. La discrimination et les violences à l'encontre des femmes et des détenues LGBTI+ doivent prendre fin !**

Liberté pour tous les prisonniers politiques !

La lutte contre l'isolement est le chemin vers la liberté !